

La députée Sylvie Tolmont piégée par la CGT

La députée PS qui recevait une délégation de la CGT au sujet du projet de loi sur la sécurisation de l'emploi s'est retrouvée en grande difficulté face à ses interlocuteurs.

À l'appel de la CGT et de la FSU, environ un millier de personnes ont manifesté hier matin dans les rues du Mans pour s'opposer au projet de loi sur l'emploi que doivent adopter les parlementaires. Cette manifestation s'est terminée au siège du PS, rue Bigot au Mans, avec une véritable altercation entre les représentants de la CGT et Sylvie Tolmont, députée.

« Erreur »

Comme prévu à l'issue de la manifestation contre le projet de loi sur l'emploi, les dirigeants sarthois du syndicat CGT se sont rendu mardi vers 11 h 30 rue Bigot au siège du PS où ils ont été reçus par Christophe Council, secrétaire fédéral du PS et Sylvie Tolmont, députée de la 4^e circonscription.

Dès les premières minutes, l'échange entre la députée et les représentants syndicaux a viré au rouge. Au rouge vif même ! Il faut dire que sans avoir écouté les revendications des uns et des autres, Sylvie Tolmont a annoncé qu'elle voterait dès l'après-midi même le texte « de sécurisation sur l'emploi ». En l'état !

Considérant que cette signature par les députés de la majorité « serait une erreur grave » Dominique Piron devait commencer à établir une liste des points sensibles du texte comme les délais de rappel, qui, aux Prud'hommes passerait de 5 ans à 2 ans. « Vous connaissez le nouveau délai imposé ? » a-t-il d'abord demandé à Sylvie Tolmont qui a eu la franchise de répondre par la négative. Coup de



Le Mans, hier, rue Bigot. Pendant une heure, la discussion entre Sylvie Tolmont et les élus CGT a été vive. Photo « Le Maine Libre », Hervé Petitbon

colère des syndicalistes : « alors vous annoncez que vous allez voter un texte que vous ne connaissez pas ! »

La pendule

Et cette méconnaissance du texte par la députée PS, les représentants de la CGT devait continuer à la mettre en évidence à plusieurs reprises comme, par exemple, sur la question de la mutuelle complémentaire ou de son niveau.

Richard Germain, secrétaire de la CGT Renault devait lui aussi hausser le ton. « Premièrement vous ne connaissez pas l'accord, deuxièmement vous souriez quand vous en parlez... et puis je voudrais également aborder la question de la santé des salariés qui déjà, avant ce texte, se dégrade. Actuellement à la Poste il y a des suicides... » et Richard

Germain de se rendre compte que Sylvie Tolmont regarde l'horloge. Nouveau coup de colère. Franchise de Sylvie Tolmont qui confirme « avoir regardé la pendule » pour des questions d'obligation liée à son agenda. Dominique Piron reprend alors la parole : « nous avons été habitués à des réunions difficiles avec les députés UMP, mais ils connaissent leur sujet ». Réponse de Sylvie Tolmont « vous considérez que je ne connais pas le texte... » « Oui madame vous êtes à la ramasse... » devait alors lâcher le leader de la CGT. Ambiance, ambiance !

Eviter les effets d'aubaine

A noter que Christophe Council n'est quant à lui pas tombé dans le piège. Le projet de loi il connaissait (et

l'avait avec lui). Il devait simplement le défendre en insistant sur le fait qu'il était le résultat d'une démarche de démocratie sociale. L'élu PS a précisé qu'il était ouvert à la discussion pour faire remonter certaines remarques sur des sujets comme les décrets d'application : « Il va falloir être extrêmement rigoureux pour ne pas favoriser des effets d'aubaine » devait-il assurer non sans avoir été surpris par la tournure de la réunion. Quand même !

Bruno MORTIER



MERCREDI 10 AVRIL 2013

1 000 manifestants contre le projet sur l'emploi

À l'appel de la CGT, le cortège s'est élancé du Palais des congrès du Mans pour se disperser au pied du siège du Parti socialiste de la Sarthe, rue Bigot.



Les manifestants sont passés place de la République après avoir remonté la rue Gambetta.

« Les députés et sénateurs ne doivent pas voter cet accord de flexibilité de l'emploi ! » crie haut et fort une manifestante tandis que le cortège s'élance, hier vers 10 h, depuis le Palais des congrès du Mans.

Au total, un millier de personnes entendent manifester leur désaccord face au projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi. « Notre code du travail, on y tient », glisse au passage une salariée CGT des MMA (plus grande entreprise privée du Mans). « À tous ceux qui veulent casser ce code du travail, les salariés répondent Résistance ! » hurle sa voisine de banderole.

À l'appel de la CGT, les Sarthois clament : « Non à la grande braderie des salariés. La flexibilité, on n'en veut pas ! »

Plus loin, en remontant sur la place de la République par la rue Gambetta, un retraité manœuvre scandé : « Hollande, augmente les salaires, pas les actionnaires ! »

Après un passage dans le quartier Saint-Nicolas et devant la préfecture, le cortège s'immobilise sur les voies du tramway. « La crise, PS, les



Environ mille personnes sont descendues dans les rues du Mans pour s'opposer, hier matin, au projet de loi sur l'emploi et son accord de flexibilité.

patrons doivent payer ! » entonne un groupe « désespéré par la tournure que prend cette crise ».

Ils n'en demeurent pas moins rassurés quand un représentant syndical annonce au micro que « mille salariés se retrouvent au chômage chaque jour en France ». Soit l'équivalent du nombre de manifestants, ce mardi matin. L'image fait froid dans le dos.

« Et on nous dit que les licenciements d'aujourd'hui feraient l'emploi de demain... », poursuit le représentant CGT de chez Renault qui n'en croit pas ses yeux. Il dénonce également un manque de recours, à l'avenir, pour les salariés.

Le cortège descend ensuite la rue Nationale vers le siège du PS, rue Bigot. Celle-ci est rebaptisée pour l'occasion « rue Laurence-Parisot,

prix de la compétitivité, précarisation et casse ». Puis un groupe de militants placarde des affiches sur les portes du PS, où l'on peut voir un couteau ensanglanté planté au cœur du code du Travail. Avec la mention : « Meurtre avec préméditation ».

Thierry SOUFLARD.

Discussion houleuse au siège du PS du Mans

Vers 11 h 30, une délégation de six représentants CGT est reçue par Christophe Council, premier secrétaire fédéral du Parti socialiste, et Sylvie Tolmont, la députée PS qui a repris la circonscription de Stéphane Le Foll devenu ministre.

Les autres députées Marietta Karamanli et Françoise Dubois « sont excusées car elles sont à l'Assemblée nationale », précise Christophe Council.

Très vite, le ton monte. « On a voté pour vous, alors vous avez des comptes à nous rendre », glisse à la députée Dominique Piron, secrétaire général de l'union départementale CGT Sarthe.

Visages et discussions se crispent d'emblée. Concrètement, la délégation demande que l'accord ne soit pas retranscrit dans une loi. Sylvie Tolmont ne l'entend pas ainsi : « Cet après-midi, je vais voter en sa faveur car je salue la méthode qui sécurise l'emploi. »

Les représentants syndicaux montent aussitôt au créneau en mettant l'accent sur différents points de cet accord. « Quelle est la durée qu'a un salarié pour faire valoir ses droits aux Prud'hommes dont la France est le seul pays d'Europe à être doté de ce conseil ? » demande Dominique Piron à la députée. Sylvie Tolmont sèche.

« C'est grave de ne pas savoir ça ! fulmine l'ensemble des représentants syndicaux. Car votre accord dont vous ne connaissez rien va faire descendre de cinq à deux ans les droits pour un salarié. C'est la remise en cause du conseil des Prud'hommes. »

Pliant le dos jusqu'à présent pour laisser passer la tempête, Christophe Council vient à la rescousse de la députée, à sa demande. « Il y a des points que vous soulevez qui m'apparaissent importants. Je ferai remonter ce message au secrétariat national du PS », avance-t-il.



Aux côtés du Christophe Council, premier secrétaire fédéral du PS, la députée PS Sylvie Tolmont a dû faire face à la délégation CGT de la Sarthe qui lui reproche de ne pas connaître son dossier.

Tandis que vers 12 h 15, la réunion touche à sa fin, la députée jette un œil sur la pendule. Ce qui agace Richard Germain, secrétaire général de

la CGT Renault. La députée préfère mettre un point final à la discussion.

T. S.